

*Initiatives ministérielles*

velles mines dans tout le pays. Mais, c'était trop beau. Ça ne pouvait durer. Ce programme a été supprimé et remplacé par un autre qu'on a encore promis de ne pas supprimer. Mais, du jour au lendemain, on l'a remplacé par le programme de stimulation de l'exploration minière. Encore une fois, le gouvernement a promis de ne pas modifier ce programme jusqu'au 31 décembre. En février 1990 toutefois, il l'a supprimé. Certes, nous allons respecter les contrats déjà signés, mais n'en concluons pas de nouveaux.

Peut-être bien que le gouvernement actuel ne veut pas donner de subventions aux sociétés minières, et encore moins aux plus petites d'entre elles, le secteur de l'exploration minière étant des plus risqués. Lorsque les taux d'intérêt sont très élevés, comme ils le sont actuellement, les investisseurs préfèrent laisser leur argent à la banque, où il rapporte de l'intérêt, au lieu de financer des entreprises très risquées.

Ainsi, en 1989, les sommes investies dans l'exploration et la mise en valeur s'élevaient, je crois, à quelque 600 millions de dollars. Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources prévoit que, en 1991, seulement 430 millions seront investis dans l'exploration et la mise en valeur de nouvelles mines. Ces sommes seront dépensées par les grandes compagnies minières qui, bien sûr, essaient toujours de maintenir leurs activités.

Or, ce sont les petites sociétés minières qui prennent les risques, et il importe de mettre en place un mécanisme quelconque pour encourager les investisseurs à les financer afin que nous puissions découvrir et exploiter de nouvelles mines qui viendront remplacer celles qui ferment. Nous espérons que les nouvelles mines seront assez proches des anciennes pour que les exploitants puissent faire appel à une main-d'oeuvre locale qualifiée.

Je pense aux mineurs d'Elliot Lake. Ces travailleurs compétents et expérimentés sont en train de perdre leur emploi. Plus de 2 000 habitants d'Elliot Lake perdront bientôt leur emploi, si ce n'est déjà fait. Il faut exploiter d'autres mines afin que ces gens puissent continuer de gagner leur vie. Ils ne veulent dépendre ni de l'assurance-chômage ni de l'assistance sociale, pas plus d'ailleurs que les pêcheurs de Terre-Neuve.

Il est absolument essentiel que le gouvernement fasse un effort en ce sens. Nous, du Parti libéral, préconisons un programme amélioré d'actions accréditatives. À défaut d'une subvention pure et simple comme le PSEMC, offrons un stimulant fiscal juste, afin que ce soit le public et non le gouvernement qui investisse dans les mines. Lorsque les mines découvertes deviendront opérationnelles et rentables, le gouvernement en profitera. S'il maintient sa politique à courte vue en voulant économiser quelques dollars maintenant, il finira par faire disparaître notre industrie minière. Dans quelle situation se trouvera-t-il alors sans ces recettes fiscales?

L'annulation de ces programmes me préoccupe beaucoup, parce qu'ils touchent particulièrement les régions.

En conclusion, le gouvernement essaie toujours de refiler la responsabilité aux autres ordres de gouvernement ou de sabrer dans des secteurs fragiles. Tous les gouvernements doivent prendre des décisions difficiles en ce qui concerne les dépenses. Les édiles municipaux le savent mieux que quiconque. Le gouvernement fédéral doit prendre ces décisions difficiles de manière franche et honnête, pas par le biais d'une imposture comme celle-ci ni au détriment des pauvres et des régions du pays.

**M. Joseph Volpe (Eglinton—Lawrence):** Je veux faire une observation et poser une question à la députée qui vient d'analyser plutôt en profondeur des problèmes que pose le budget.

**Une voix:** En profondeur?

**M. Volpe:** Je constate que certains de mes collègues du sud-ouest de l'Ontario sont aussi d'accord avec moi là-dessus, en autant que je puisse en juger d'après leurs interventions. Ils ont probablement été fort impressionnés par l'explication fournie par la députée au sujet des actions accréditatives et de la nécessité que le gouvernement participe à une stratégie économique, à une stratégie industrielle et à une stratégie minière. Je sais qu'ils seront probablement plus que disposés à défendre ces vues au sein de leur caucus. C'est ce que je déduis du moins de leurs interventions et des applaudissements avec lesquels ils ont remercié, à ma demande et en toute bonne foi, la députée qui a analysé le budget avec tant de franchise et de perspicacité, et je les en félicite.